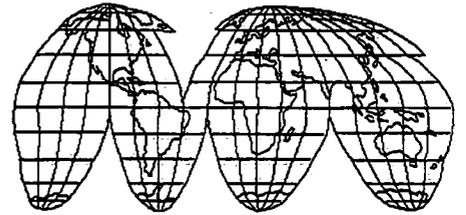


Du 1^{er} au 7 juin 1995



Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
Direction des communications sur la politique étrangère (BCF)

(available in English)

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
COMMUNIQUÉS :**

Les ministres émettent une déclaration au sujet de l'ALENA

Le 7 juin 1995, n° 104

Le 11 décembre 1994, le premier ministre Chrétien du Canada, le Président Frei du Chili, le Président Frei du Chili, le Président Zedillo du Mexique et le Président Clinton des États-Unis d'Amérique ont émis une déclaration conjointe annonçant leur décision d'engager le processus devant permettre au Chili d'accéder à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Ils ont aussi demandé à leurs négociateurs d'entreprendre les préparatifs nécessaires à l'enclenchement d'une négociation formelle, en se concentrant notamment sur les procédures techniques et sur les questions institutionnelles applicables. Nous, les ministres responsables du commerce international, avons également reçu le mandat de nous réunir pour examiner le travail des négociateurs et pour enclencher ensuite sans tarder la pleine négociation de l'accession du Chili à l'ALENA. Conformément à la Déclaration du 11 décembre 1994, nous nous sommes réunis pour examiner le travail préparatoire des négociateurs. Nous leurs fournissons maintenant les orientations ci-jointes pour l'enclenchement de la négociation. L'évolution de celle-ci doit prendre en compte les procédures propres à chacun des pays. Comme le mentionnait la Déclaration du 11 décembre, nous confirmons, par cet effort, que l'amélioration du commerce, de l'intégration et de l'investissement sur la base de règles convenues est essentielle à l'obtention d'une croissance durable et à la création d'emplois bien rémunérés dans chacun de nos pays. Nous croyons que cette initiative montre clairement notre volonté commune de bâtir la zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) et à garantir la prospérité des Amériques.

Lancement des négociations en vue de l'accession du Chili à l'ALENA

Le 5 juin 1995, n° 103

Le ministre du Commerce international, l'honorable Roy MacLaren, a annoncé aujourd'hui que le Canada et ses partenaires de l'ALENA amorceront officiellement, le 7 juin 1995 à Toronto, les négociations devant permettre au Chili d'accéder à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). « Je suis très heureux de me joindre à mes collègues Michael Kantor, représentant au Commerce des États-Unis, Herminio Blanco, secrétaire au Commerce et à l'Industrie du Mexique, et Eduardo Aninat, ministre des Finances du Chili, pour enclencher ces négociations qui permettront au Chili d'accéder à l'ALENA », a déclaré M. MacLaren. « Le gouvernement du Canada travaille dur depuis un an pour préparer ce jour. Nous avons fait de l'accession du Chili à l'ALENA une grande priorité de notre politique commerciale. L'accession du Chili fera en sorte que l'Accord demeure dynamique, souple et ouvert et elle contribuera à stimuler la libéralisation plus poussée des échanges commerciaux dans l'ensemble de l'hémisphère », a souligné M. MacLaren. « Le Chili offre des possibilités très intéressantes au milieu des affaires canadien. Son accession à l'Accord renforcera nos liens en matière de commerce et d'investissement », a-t-il ajouté.

M. MacLaren accueille la ministre du Commerce des Pays-Bas

Le 2 juin 1995, n° 102

Le ministre du Commerce international, l'honorable Roy MacLaren, a annoncé aujourd'hui que la ministre du Commerce international des Pays-Bas, M^{me} Anneke van Dok, sera en visite à Ottawa le 5 juin. M^{me} van Dok rencontrera M. MacLaren et des hauts fonctionnaires pour s'entretenir de sujets qui intéressent les deux pays, dont la libéralisation du commerce transatlantique, le renforcement du système d'échanges multilatéral, et le Sommet du G-7 à Halifax. « Les Pays-Bas sont un partenaire important du Canada dans un grand nombre de dossiers multilatéraux ayant trait à l'économie, au commerce ou à d'autres sujets connexes. Néanmoins, la coopération entre nos deux pays pourrait être élargie. J'explorerai cette possibilité avec M^{me} van Dok lors de sa visite », a déclaré M. MacLaren. En 1994, la valeur des échanges entre le Canada et les Pays-Bas s'est élevée à plus de 2 milliards de dollars. L'investissement néerlandais au Canada atteint 3,6 milliards de dollars, tandis que l'investissement canadien au Pays-Bas se situe à 1,8 milliard de dollars.

DISCOURS

Madame la Présidente, cela fait maintenant cinq années complètes que le Canada est membre de l'Organisation des États américains. Cette expérience ayant été très productive et satisfaisante, nous avons bien l'intention de la poursuivre dans les prochaines années. Notre participation aux futures activités de l'OEA s'inspirera de trois grands événements des douze derniers mois, à savoir la publication de l'énoncé de politique étrangère du gouvernement canadien *Le Canada dans le monde*, la rencontre des dirigeants des pays de l'hémisphère au Sommet des Amériques tenu en décembre dernier, et la récente parution du document *Une nouvelle vision de l'OEA* du secrétaire général Gaviria [...] L'importance de l'énoncé de politique étrangère au

regard de notre appartenance à l'OEA tient à la grande place qu'y occupent la relation du Canada avec ses partenaires de l'hémisphère occidental, une région qui y est désignée comme l'un des nouveaux pôles du pouvoir politique et économique. [...] L'accent mis sur la participation du Canada aux activités d'institutions régionales, en particulier de l'OEA, constitue un autre élément clé de l'énoncé de politique étrangère. On y fait notamment valoir que le Canada se doit d'appuyer les efforts déployés par l'OEA dans le but de réformer ses structures et d'être mieux en mesure de s'occuper de questions relatives aux droits de la personne, à la démocratie, à la sécurité et au commerce. Ce sont d'ailleurs là les questions sur lesquelles le Canada a concentré son attention depuis son adhésion à l'OEA il y a maintenant cinq ans. [...] Notre pays demeure convaincu qu'il serait à la fois utile et logique que l'OEA se dote de moyens lui permettant de reconnaître rapidement, de prévenir et de gérer les situations susceptibles de dégénérer en conflits. [...] Le Canada a adopté à l'égard de Cuba une politique d'incitation constructive. Nous pensons qu'il est possible de favoriser les progrès politiques et économiques en maintenant le dialogue avec les Cubains et avec leur gouvernement. [...] À l'issue du sommet, il est devenu clair que l'OEA allait devenir la principale instance de coopération et de dialogue hémisphériques dans différents domaines, et qu'elle allait jouer un rôle crucial dans la mise en application de bon nombre des objectifs énoncés dans le plan d'action. [...] Dans cette perspective, le Canada propose maintenant que l'OEA se dote d'un mécanisme en bonne et due forme — un comité spécial chargé de la gestion du suivi du sommet. En créant un tel mécanisme, l'OEA montrera quelle importance elle attache à ce suivi et se donnera les outils dont elle a besoin pour obtenir des résultats concrets tout en confirmant sa situation de principale instance politique de l'hémisphère. [...] La parution, le 6 avril, du document du secrétaire général Gavia intitulé *Une nouvelle vision de l'OEA*, dont nous avons discuté dimanche, a constitué le troisième événement marquant de l'année. [...] Le Canada constate avec plaisir que bon nombre des éléments qu'il juge prioritaires dans ses propres interventions au sein de l'OEA se retrouvent parmi ceux que le secrétaire général estime être prioritaires pour l'Organisation. Les droits de la personne et le développement démocratique, le commerce, l'environnement et la sécurité hémisphérique sont autant de points qui figurent parmi ceux auxquels l'OEA devrait accorder davantage d'attention et consacrer davantage de ressources. [...] Le processus de renouvellement lancé par le secrétaire général vise à rendre l'OEA plus efficace et plus souple. Mais une telle démarche ne saurait s'accomplir sans la participation et l'appui directs des membres. Il faudra nécessairement faire des choix difficiles, peut-être même des sacrifices. La conjoncture est particulièrement favorable à l'injection d'une vie et d'une vigueur nouvelles dans l'Organisation, sous la direction créatrice et énergique du secrétaire général Gavia. Ne laissons pas les forces conjuguées de l'ambivalence et de l'absence de volonté politique nous faire perdre cette chance.

Notes pour une allocution de l'honorable Christine Stewart, secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique) à la 25^e Assemblée générale de l'Organisation des États américains à Montrouis (Haïti) le 6 juin 1995, 95/37.

Il y a six ans, le monde entier a été le témoin horrifié des événements tragiques survenus sur la place Tiananmen. Ces événements ont modifié à jamais la vie de nombreux Canadiens et Canadiennes. Ils nous ont poussés à agir. Nous nous sommes regroupés. Nous avons dit ce que nous pensions. Et nous avons influé sur le cours des choses. En commémorant, une fois encore, la tragédie survenue le 4 juin 1989 sur la place Tiananmen, je suis étreint par l'émotion. [...] Malheureusement, la situation des défenseurs chinois de ces mêmes droits ne s'est pas améliorée sensiblement depuis 1989. En effet, l'arrestation récente de plusieurs dissidents chinois en prévision du sixième anniversaire de la répression des manifestants sur la place Tiananmen et la surveillance stricte à laquelle d'autres sont soumis montrent une fois de plus que la Chine continue de violer les normes internationales en matière de droits de la personne. [...] En somme, il y a plusieurs façons de contribuer à influencer la Chine à mieux respecter les droits de la personne. Sur le plan multilatéral, nous prenons des mesures au sein d'organismes comme les Nations Unies pour faire valoir notre point de vue. Sur le plan bilatéral, nous abordons les questions de droits de la personne avec nos homologues chinois. Et l'aide au développement nous permet de travailler avec la Chine pour renforcer des domaines cruciaux pour l'avancement des droits de la personne. Le commerce est également un outil puissant. Il encourage la coopération, qui mène à l'intelligence et à la compréhension, lesquelles permettent à leur tour de mieux gérer des questions comme la promotion des droits de la personne. Par ailleurs, les initiatives prises par des groupes de défense des droits de la personne continuent de faire voir à tous les intéressés que les Canadiens se soucient des droits de la personne. Soyez assurés que je continuerai à travailler en faveur de l'amélioration et du respect des droits de la personne et de la démocratie en Chine. Comme je le dis à mes collègues du Cabinet comme à mes homologues chinois, je suis un ami de la Chine. Oui, je vais continuer à m'élever contre les violations des droits de la personne en Chine, mais aussi à employer les moyens dont je dispose comme ministre du gouvernement fédéral pour aider ce pays à se développer de façon constructive.

Souligner les cas de violation des droits de la personne est essentiel. Le dialogue entre le Canada et la Chine est aussi essentiel, car il permet aux deux pays de partager leurs préoccupations et de jeter les bases nécessaires pour s'occuper activement de questions importantes comme les droits de la personne. C'est la façon efficace de promouvoir le changement en Chine, et c'est la ligne de conduite que le gouvernement canadien et moi-même continuerons de suivre.

Notes pour une allocution de l'honorable Raymond Chan, secrétaire d'État (Asie-Pacifique) devant le Vancouver Society in Support of Democratic Movement à Vancouver (Colombie-Britannique) le 30 mai 1995, et pour une déclaration ministérielle devant la Chambre des Communes à Ottawa (Ontario), le 6 juin 1995, 95/36.

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION CANADA

Création de centres de recherche sur des questions d'immigration

Le 5 juin 1995, 95-09

Le gouvernement fédéral contribuera jusqu'à six millions de dollars en subventions sur six ans en vue de créer trois centres d'excellence en recherche sur les questions relatives à l'immigration dans des universités

canadiennes. Le Conseil de recherches en sciences humaines et Citoyenneté et Immigration Canada, en collaboration avec Santé Canada et d'autres ministères et organismes gouvernementaux, assureront le financement de ces centres. [...] Comme l'a dit le ministre Marchi, « l'immigration est un agent de changement social puissant et inévitable qui touche les gouvernements, les collectivités, les familles et les personnes. Nous agissons, à la demande des Canadiens et Canadiennes qui ont exprimé leur point de vue à mes consultations, en vue d'améliorer la qualité et la quantité des renseignements sur lesquels fonder nos politiques relatives aux questions d'immigration. La recherche nous donnera une série de solutions et de meilleures pratiques tirées de l'expérience de divers pays.»

À VENIR :

4-9 juin :

25^e Assemblée générale de l'OEA (Montrouis, Haïti)

15-17 juin :

Sommet du G-7 (Halifax)

4-15 septembre :

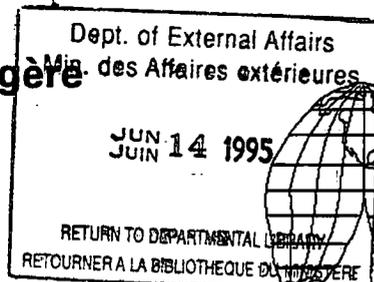
Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes (Beijing, Chine)

Pour obtenir des copies supplémentaires du matériel provenant du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, composez le (613) 944-4000 ou sans frais le 1-800-267-8376. Pour obtenir des renseignements sur le matériel provenant d'autres ministères, contactez leurs divisions respectives des communications. «Le commerce et la politique étrangère cette semaine/This Week in Trade and Foreign Policy» est préparé chaque semaine à la Direction des communications sur la politique étrangère (BCF).

**This Week
in Trade and
Foreign Policy**

CA1
EA
T38
June 7,
1995
Copy 1

**Le commerce et
la politique étrangère
cette semaine**



June 1-7, 1995

**Department of Foreign Affairs and International Trade
Foreign Policy Communications Division (BCF)**

(disponible en français)

**FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE:
PRESS RELEASES:**

Ministers Release NAFTA Statement

June 7, 1995, no. 104

On December 11, 1994, Prime Minister Chrétien of Canada, President Frei of Chile, President Zedillo of Mexico and President Clinton of the United States of America issued a joint statement announcing their decision to begin the process by which Chile will accede to the North American Free Trade Agreement (NAFTA). They also directed trade officials to undertake the preparations necessary to begin the formal negotiation, including focusing on relevant technical procedures and institutional issues. Furthermore, we, the Ministers responsible for trade were directed to meet and review the work of the officials and commence the full accession negotiation expeditiously thereafter. Consistent with the December 11, 1994 Statement, we have met and reviewed the preparatory work of the officials and are now providing the guidance to negotiators to commence the negotiation. Its progress should take into account each country's domestic procedures. As the December 11 Statement indicated, in launching this effort, we reaffirm that increased trade, integration and investment on the basis of agreed rules are vital to achieving sustainable growth and the creation of high paying employment opportunities in each country. We believe this action is a clear indication of our joint determination to build the Free Trade Area of the Americas (FTAA) and to achieve a prosperous Americas.

Launch of Negotiations to Achieve Chile's Accession to NAFTA

June 5, 1995, no. 103

The Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade announced that Canada and its NAFTA partners will officially launch negotiations in Toronto on June 7, 1995, to achieve Chile's accession to the North American Free Trade Agreement (NAFTA). "It gives me great pleasure to join my colleagues, United States Trade Representative Michael Kantor, Mexican Secretary of Trade and Industry Herminio Blanco and Chilean Finance Minister Eduardo Aninat, to initiate these negotiations that will lead to Chile's accession to the NAFTA," said Mr. MacLaren. "The Government of Canada has worked hard during the last year to arrive at this day. We have made Chile's accession to the NAFTA a major trade policy priority. Chile's accession will ensure that the Agreement remains dynamic, flexible and outward-looking and will contribute to the impetus for further trade liberalization throughout the hemisphere. Chile presents exciting opportunities for Canadian businesses. Its accession to the NAFTA will strengthen our trade and investment ties," he said.

MacLaren Welcomes Visit of Dutch Minister of Trade

June 2, 1995, no. 102

The Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, announced the visit to Canada of Anneke van Dok, Minister for Foreign Trade of the Netherlands, on June 5. Mrs. van Dok will meet with Mr. MacLaren and senior government officials to discuss issues of mutual interest, including transatlantic trade liberalization, strengthening the multilateral trading system, and the G-7 Summit in Halifax. "The Netherlands is an important partner for Canada in discussion of a broad range of multilateral economic, commercial and related issues. However, the scope of co-operation between our two countries could be expanded, and I will explore ways of achieving this objective with Mrs. van Dok during her visit," Mr. MacLaren said. The value of bilateral trade in 1994 exceeded \$2 billion. Dutch investment in Canada amounts to \$3.6 billion, while Canadian investment in the Netherlands stands at \$1.8 billion.

STATEMENTS

Madam Chairman, Canada has now completed five full years in the Organization of American States. We have found it to be a very productive and fulfilling experience, and we look forward to continued active involvement in the years ahead. Our future participation in the OAS will be shaped and influenced by three key events of the past 12 months: the issuance of the Canadian government's Foreign Policy Statement *Canada in the World*; the meeting of hemispheric leaders at the Summit of the Americas in December 1994; and the recent release of Secretary General Gaviria's *New Vision of the OAS*.... *Canada in the World* is important for our involvement in the OAS because it highlights the importance of Canada's relationship with our partners in the Western hemisphere, calling this region one of the new poles of political and economic power.... Another key element of the Foreign Policy Statement is the emphasis on Canada's participation in regional institutions, particularly the OAS. The document calls, in particular, for Canada to support the OAS in its efforts to reform and to increase its capacity for dealing with issues such as human rights, democracy, security and trade. In fact, these are the issues on which Canada has concentrated during its first five years in the OAS.... Respect for human rights is not only a fundamental value for Canadians, but also a crucial element in the development of stable, democratic and prosperous societies.... Canada continues to believe that it would be useful and appropriate for the OAS to develop a capability for the early identification, prevention and management of

situations of potential conflict.... Canada's policy toward Cuba has been one of constructive engagement — we believe that political and economic advances can be encouraged by maintaining a dialogue with the Cuban people and government.... The OAS emerged from the Summit with a clear endorsement as the primary forum for hemispheric dialogue and co-operation in a variety of spheres, and a paramount role in implementing many areas of the Action Plan.... With this in mind, Canada is now proposing the creation of a more formal management mechanism at the OAS — a Special Committee on Summit Management. We believe this mechanism will demonstrate the importance the OAS ascribes to Summit follow-up, provide the Organization with the tools it needs to produce concrete, practical results, and thereby help it to consolidate its position as the hemisphere's foremost political forum.... The third significant development of the year was the tabling on April 6 of Secretary General Gaviria's *New Vision of the OAS*.... Canada is pleased to see that many of the items that we judge to be priorities for our own action at the OAS are also those deemed by the Secretary General to be priorities for the Organization. Human rights and democratic development, trade, environment, and hemispheric security are all signalled as being deserving of more OAS attention and resources.... We have an important window of opportunity to breathe new life and vigour into the Organization, under the creative and energetic leadership of Secretary General Gaviria. Let us not allow this opportunity to elude us under the combined forces of ambivalence and lack of political will.

Notes for an Address by the Honourable Christine Stewart, Secretary of State (Latin America and Africa) to the 25th General Assembly of the Organization of American States, (Montrouis, Haiti, June 6, 1995, 95/37)

Six years ago, the world watched in horror as the tragic events in Tiananmen Square unfolded. For many Canadians these events changed our lives forever. They propelled us into action. We rallied. We spoke out. And we made a difference. As I once again commemorate the anniversary of the June 4, 1989, Tiananmen tragedy, I am overcome by emotion.... Unfortunately, the human rights situation with regard to human rights advocates in China has not improved significantly since 1989. Indeed, the recent arrest of several Chinese dissidents in the run up to the sixth anniversary of the Tiananmen Square crackdown and the strict surveillance imposed on others once again demonstrates that China continues to violate international standards of human rights.... In closing, there are a number of ways to help influence and encourage China to better respect human rights. Multilaterally, we take steps in organizations such as the UN to make our point. Bilaterally we discuss human rights issues with our Chinese counterparts. Development assistance lets us work with China to strengthen areas vital to human rights development. Trade is also a powerful tool. It encourages co-operation, and co-operation leads to understanding and appreciation, with which we can better manage concerns such as human rights development. Furthermore, initiatives undertaken by human rights groups in Canada continue to emphasize to all concerned that Canadians care about human rights. Rest assured, I will continue to work for the improvement or respect for human rights and democracy in China. As I tell both my Cabinet colleagues and my Chinese counterparts, I am a friend of China. Yes, I will continue to speak out against human rights violations in China, but at the same time I will continue to work within my means as a federal minister to help China develop in a meaningful way. Pointing out when human rights are violated is essential. So too is dialogue between Canada and China. Dialogue lets Canada and China share concerns and provides the foundation to address important issues such as human rights proactively. This is the effective way to promote change in China, and this is the course my government and I will continue to follow.

Notes for an Address by the Honourable Raymond Chan, Secretary of State (Asia-Pacific), to the Society in Support of Democratic Movement, (Vancouver, British Columbia, May 28, 1995) and for a Ministerial Statement before the House of Commons, (Ottawa, Ontario, June 6, 95/36)

CITIZENSHIP AND IMMIGRATION

New Research Centres to Focus on Immigration Issues

June 5, 1995, 95-09

The Government of Canada will grant up to \$6 million over six years to establish up to three Centres of Excellence for research on immigration issues at Canadian universities. The Social Sciences and Humanities Research Council and Citizenship and Immigration Canada, in collaboration with Health Canada and other government departments and agencies will fund the Centres. "Immigration is a powerful, inescapable agent of social change that affects governments, communities, families and individuals," said Minister Marchi. "We are responding to needs identified during my consultations with Canadians for more and better information on which to base policies about immigration issues. The research will provide us with an inventory of "best practices" that offer a range of solutions drawn from international experience."

UPCOMING EVENTS

- June 4-10: OAS General Assembly (Montrouis, Haiti)
- June 15-17: G-7 Summit (Halifax, Nova Scotia)
- September 4-15: UN World Conference on Women (Beijing, China)

Additional copies of the above documents that are produced by the Department of Foreign Affairs and International Trade can be obtained by calling (613) 944-4000 or toll-free at 1-800-267-8376. Documents produced by other government departments can be obtained by calling their respective communications divisions in Ottawa. "This Week in Foreign Policy/Le commerce et la politique étrangère cette semaine" is produced weekly by the Foreign Communications Division (BCF) of the Department of Foreign Affairs and International Trade.

